

Présence internationale

Bulletin numéro
95 - Eté 2014

SOMMAIRE

- Edito p.1
- Guatemala: Retour sur la tournée d'Isabel Turuy Patzan à Paris p.2
- Les migrants et leurs défenseurs de plus en plus menacés au Mexique p.3
- Une nouvelle volontaire française au Mexique p.4
- Succès pour *Pais Errante* à Montreuil p.4
- PBI France p.4

PBI section française

21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
Tél. : 01 43 73 49 60
Email : pbi.france@free.fr
www.pbi-france.org

Chers amis,

Nous sommes heureux de vous adresser ce mois-ci le rapport international de PBI : nous l'avons traduit et imprimé en pensant intéressant de vous présenter la diversité des actions et des implantations des Brigades de Paix dans le monde.

A PBI-France, comme je l'annonçais en février, nous avons recruté une nouvelle coordinatrice, **Manon Cabaup**, qui a très rapidement manifesté son efficacité et sa bonne maîtrise des rouages de l'association ... d'autant plus rapidement qu'elle faisait partie depuis trois ans des « bénévoles actifs » et qu'elle dispose d'un très solide bagage universitaire : Sciences Po et deux Masters en *Management public international* et en *Droits de l'homme et droit humanitaire*. Il va sans dire que nous sommes très heureux de l'accueillir et de faire bénéficier PBI de ses compétences.

...Car il est toujours bien nécessaire d'œuvrer à la construction de la paix et à la promotion des droits de tout être humain : si nous avons été soulagés par le résultat des élections présidentielles en Colombie (15 juin), nous sommes préoccupés par la détérioration de la situation des droits de l'Homme et de leurs défenseurs dans les trois pays évoqués dans ce numéro (Colombie, Guatemala, Mexique).

Bien que PBI ait pour règle de « ne pas prendre parti », je me permets de dire mon soulagement en apprenant la réélection de Juan Manuel Santos, président sortant, bien que son bilan en matière de progrès social ne soit pas brillant. Mais il est engagé depuis 18 mois dans des négociations de paix avec les FARC qui ont sérieusement progressé, alors que son adversaire, Oscar Ivan Zuluaga était opposé au principe même de ces négociations. Rappelons, pour mémoire, que ces négociations portent sur 5 points:

- Accès et usage de la terre, régularisation de la propriété, développement rural (accord en mai 2013)
- Participation politique des combattants démobilisés (accord en novembre 2013)
- Cultures illicites et narcotrafic (accord en mai 2014)
- Transformation du mouvement armé en parti politique et abandon de la lutte armée
- Réparations aux victimes

Les accords auxquels sont parvenues les parties en présence, ne seront publiés et mis en œuvre que lorsqu'un accord complet aura mis fin à ce conflit vieux de plus de 50 ans.

Mais malgré les espoirs entretenus par l'avancée de ces négociations (et peut-être à cause de cela, l'éventualité d'un accord de paix exacerbant les conflits en cours) la situation des droits de l'Homme se détériore en Colombie. Selon la plateforme "We are Defenders", entre janvier et mars 2014, 96 attaques ont été enregistrées contre 45 à la même période en 2013. Toujours entre janvier et mars 2014, 16 défenseurs des droits de l'Homme ont été tués contre 15 à la même période de l'année précédente. Et le 9 avril 2014, Adán Quinto, chef de l'association *Nouveau retour à Cacarica*, une association militant pour la restitution des terres aux peuples déplacés, a été assassiné près de son domicile dans la ville de Turbo (Antioquia). Nous sommes d'autant plus sensibles à cet assassinat que les équipes de PBI ont longtemps accompagné les communautés déplacées de la zone de Cacarica.

Il nous faut donc être toujours persévérants et vigilants : pour cela votre soutien nous est indispensable et nous souhaitons vous en remercier.

Brigitte Chambolle

Guatemala: Retour sur la tournée d'Isabel Turuy Patzan à Paris

Isabel Turuy Patzan, représentant et porte-parole des Douze Communautés de San Juan Sacatepéquez, était à Paris du 15 au 18 mai 2014. Sa présence en France a été l'occasion de nombreux rendez-vous avec le secteur associatif, des responsables politiques et des journalistes, afin de sensibiliser les décideurs aux conséquences environnementales et sur les droits humains du projet de cimenterie contre lequel les Douze Communautés luttent depuis 2006.

Isabel Turuy Patzan est maire communautaire et originaire de la communauté El Pilar II, municipalité de San Juan Sacatepéquez, à une trentaine de kilomètres de la capitale Guatemala Ciudad. Agé de 32 ans, il est devenu, depuis 2009, le porte-parole des Douze Communautés de San Juan Sacatepéquez, qui comptent près de 60 000 habitants en majorité mayas kaqchikeles, dont 80% vivent de l'agriculture. Isabel est lui-même fleuriculteur, spécialisé dans la production de roses. Depuis 2006, ces communautés se sont organisées pour résister contre le mégaprojet de construction d'une usine de ciment par l'entreprise Cementos Progreso (CEMPRO).

Autorisé par le ministère des Mines et de l'énergie sans consultation préalable des communautés, ce projet prévoit l'ouverture d'une carrière pour l'exploitation de 36 minéraux ainsi que la construction d'une usine de ciment et d'une route, sur un territoire de 19 km² se trouvant sur les terres ancestrales des Douze Communautés. Cette initiative de « développement » est dénoncée par les communautés tant pour ses irrégularités procédurales (le Guatemala a ratifié la Convention 169 de l'OIT et doit, à ce titre, respecter le principe de la consultation préalable des communautés indigènes) que pour ses effets néfastes sur la santé et l'environnement. Cependant, malgré la reconnaissance par la Cour constitutionnelle en 2010 du non-respect du principe de la consultation préalable, les travaux de construction ont déjà été initiés et les premiers impacts environnementaux et sanitaires redoutés par les communautés se sont dès lors fait ressentir. Au-delà de la poussière et du bruit provoqués quotidiennement par les machines, ce sont les effets à plus long terme qui inquiètent le plus les communautés. Celles-ci ont, en effet,

découvert que l'entreprise nécessitera près de 900 000 litres d'eau toutes les huit heures. Ils craignent que cela n'endommage de manière irréversible les ressources aquifères de la région. Ces mêmes ressources sont indispensables pour l'agriculture, principale activité et source de revenus pour les habitants de la région. Les premières revendications des communautés ont alors émergé devant la nécessité d'obtenir du gouvernement des garanties d'accès à l'eau, à l'agriculture et à la santé, mais aussi le respect de leurs pratiques religieuses. Installée sur trois lieux sacrés mayas, l'entreprise en a privatisé les accès, empêchant les membres des communautés de pouvoir s'y rendre. « Depuis des décennies, nos ancêtres ont grandi sur ces terres, ils apportaient leurs offrandes et organisaient des cérémonies mayas. L'entreprise a privatisé le libre accès aux lieux saints, nous ne pouvons plus y aller. Nous avons demandé au ministère de la Culture et des sports de déclarer ces sites comme appartenant au patrimoine culturel immatériel, mais sans résultats », confiait Isabel lors d'un entretien à PBI France.

Devant l'inaction de l'Etat pour défendre leurs droits, les communautés se sont structurées afin de résoudre le conflit par le dialogue. Lorsque l'entreprise a abandonné la table des négociations, c'est à travers des marches pacifiques qu'elles ont poursuivi leur résistance. Cependant, la réponse des autorités s'est résumée à criminaliser cette protestation sociale. Depuis le début de la crise, 86 membres de ces communautés ont fait l'objet de poursuites pénales. En juin 2008, l'état d'exception a été déclaré dans la région et de nombreux abus de la part des militaires ont alors été observés : violences à l'égard des femmes, arrestation d'une quarantaine de membres. Aujourd'hui, cinq membres sont toujours en prison, en attente d'une condamnation souvent disproportionnée. Parallèlement, les autorités mènent une véritable campagne de diffamation à leur encontre, dans le but de décrédibiliser la légitimité de leur combat. « On nous accuse de pratiquer des actes de terrorisme, de dynamiter des ponts, de produire des bombes; nous sommes également accusés de coercition, d'association illicite, de tentative d'assassinat, dans le but de criminaliser notre lutte, qui pourtant reste pacifique ».

Dans ce contexte d'insécurité physique et juridique, PBI réalise un travail d'accompagnement depuis 2009. Comme le souligne Isabel, après avoir épuisé tous les recours légaux possibles au Guatemala, c'est désormais auprès de la communauté internationale que les Douze Communautés ont porté leurs espoirs.



Isabel Turuy, entouré du Président de PBI France, Martin Willaume, et de sa coordinatrice, Manon Cabaup.

Anaïs Lallemand

Les migrants et leurs défenseurs de plus en plus menacés au Mexique

En mai 2014, le Frère Tomas Gonzalez, dirigeant de l'auberge pour migrants « La 72 » dans l'Etat de Tabasco, se trouvait à Paris à l'invitation du CCFD. PBI France a pu le rencontrer et revenir avec lui sur l'augmentation des menaces et attaques à l'encontre des migrants et de leurs défenseurs, quelques jours seulement après que Tomas Gonzalez ait lui-même été victime d'une violente attaque.

A l'occasion du passage du Frère Tomas Gonzalez en Europe, le CCFD a organisé une réunion inter-associative le 16 mai sur la thématique des migrants au Mexique, à laquelle PBI France a participé.

Fray Tomas Gonzalez dirige l'unique centre d'accueil de migrants dans l'Etat de Tabasco (dans le Sud-Est du Mexique, à la frontière avec le Guatemala), appelé « La 72 ». Ce refuge fournit, comme une cinquantaine d'autres établissements dans le pays, une aide humanitaire aux migrants qui traversent le pays pour rejoindre les Etats-Unis. Il leur offre un espace de repos et de sécurité, de la nourriture, des soins médicaux, une assistance légale ainsi qu'un appui psychologique.

La 72 et le Frère Gonzales ne sont pas accompagnés par PBI sur le terrain mais son organisation et PBI se connaissent bien. Au-delà de la présence de PBI à la remise de son prix franco-allemand « Gilberto Bosque » pour les droits de l'Homme en septembre dernier, PBI accompagne des foyers de migrants similaires à celui du Frère Gonzalez (La « Casa del Migrante Saltillo » dans le Nord du Mexique et le refuge « Hermanos en el Camino » dans le Sud).

La situation évoquée par le Frère Gonzales est extrêmement préoccupante. Les migrants n'ont pas échappé à l'augmentation de la violence dans le pays et connaissent une situation de vulnérabilité accrue, étant la cible des réseaux de criminalité organisée (trafic de migrants, narcotrafic) mais aussi de fonctionnaires corrompus. La liste des menaces auxquelles ils sont exposés est longue: séquestrations, extorsions, abus sexuels, disparitions, agressions, vols, etc. Si circuler sur le territoire mexicain sans document d'identité n'est plus un délit depuis une loi de 2011, l'arrestation systématique des migrants par les agents fédéraux, l'usage discriminatoire et disproportionné de la force pendant les opérations de contrôle migratoire et les déportations massives et immédiates continuent de violer leur droit à la liberté de mouvement, leur empêchent tout accès à la justice et sont un moyen de les criminaliser, générant ainsi une stigmatisation qui les rend d'autant plus vulnérables.

Le Frère Gonzalez mène, avec d'autres refuges, un travail de plaidoyer dans le but de modifier la loi sur l'immigration en promouvant l'idée d'un transit libre, digne et non violent pour les migrants d'Amérique cen-

-trale vers les Etats-Unis.

Les défenseurs des migrants sont plus que jamais les cibles d'attaques, de harcèlement et de menaces.

Ainsi, si le nombre d'incidents de sécurité subis par les défenseurs des migrants était de 18 entre 2004 et 2012 au Mexique, ceux-ci ont augmenté progressivement pour atteindre 49 dans la seule année 2012. Sur cette période 2004-2012, dans 40% des cas, les agents fédéraux ont été identifiés comme les agresseurs (source : PBI Mexique, *Panorama de la defensa de los derechos humanos en Mexico*).

Dans le pays, plusieurs incidents de ce type ont eu lieu en avril et début mai 2014, après le *Viacrucis del Migrante* - une caravane formée par plus de 750 migrants commençant un voyage de la frontière sud du Mexique vers la frontière nord avec les Etats-Unis pour demander la liberté de mouvement des milliers de migrants qui traversent le Mexique chaque année et sont victimes de violations de leurs droits. Le Frère Gonzales a lui-même été agressé, il y a peu, par des agents fédéraux. Ainsi, le 30 avril 2014, alors qu'il accompagnait avec deux autres défenseurs de « La 72 » une marche de migrants en appui au *Viacrucis del Migrante*, ils ont été agressés par des agents de l'Institut national de la migration (INM) et par des agents de la police fédérale et régionale. Ceux-ci ont stoppé la marche et arrêté les migrants qui y participaient. Les défenseurs ont essayé de communiquer avec les forces de l'ordre mais se sont vu nier toute possibilité de dialogue. Au contraire, ils ont été agressés physiquement et deux d'entre eux ont été détenus avec les 320 migrants (dont des femmes et des enfants) qui formaient la marche. Ces défenseurs de « La 72 » disposent pourtant de mesures de protection de la part de Commission interaméricaine des droits de l'Homme et du « Mécanisme de protection » du Mexique, souvent critiqué pour son inefficacité.



La Frère Gonzalez lors de la remise du prix Gilberto Bosques.

Clotilde Vasconi

Une nouvelle volontaire française au Mexique

Quelques jours avant son départ sur le terrain, Manon Yard nous livrait ses impressions et attentes. Titulaire d'un diplôme d'études politiques et d'un master en gestion de projets en Amérique latine, Manon a intégré l'équipe de PBI dans le Nord du Mexique (Etats de Chihuahua et Coahuila).

A quelques jours du départ, ma tête est remplie d'envies, d'attentes, mais également d'incertitudes, alors que je prépare mes valises. Quitter un endroit pour un autre, ce n'est jamais facile, et plusieurs questions se bousculent dans ma tête: qu'est-ce qui m'attend? Comment vais-je réagir face aux défis rencontrés sur place? Face à la violence? Face aux injustices? Devant la frustration de ne pas pouvoir faire avancer les choses?

Mais je pars également avec des convictions fortes, qui me servent et, je l'espère, continueront à me servir de repères: une confiance en la pertinence du mandat de PBI, qui vise à fournir une protection internationale concrète à des personnes courageuses qui choisissent de défendre leurs droits et ceux d'autrui de façon non-violente et qui, pour cette simple raison, risquent leur vie tous les jours; un accord profond avec le principe de non-ingérence de l'organisation, qui me semble à la fois humble et puissant, et qui laisse toute place aux acteurs

locaux pour agir; une adhésion à sa volonté de dialoguer avec tous, et à tous les niveaux, qui s'accompagne d'une impartialité dans l'analyse et le discours tenu. Enfin, une concordance entre d'une part, ce que je suis, ce que je valorise et recherche et d'autre part, ce que fait PBI, sa finesse d'analyse, ses méthodes de travail, l'importance donnée à l'humain ou encore le fonctionnement horizontal de l'organisation.

A mes yeux cette mission au nord du Mexique sera une formidable – et intense! – opportunité d'apprentissage auprès de personnes engagées dans la lutte contre l'impunité et dans la défense des droits humains. J'espère en ressortir grandie, inspirée et plus ouverte. Je me réjouis donc d'apporter ma modeste contribution à PBI Mexique, pour ce projet qui a déjà plusieurs années derrière lui et qui continuera après mon départ.

Manon Yard

Succès pour *Pais Errante* à Montreuil!

Le vendredi 20 juin au soir, PBI France organisait une soirée projection-débat autour du film documentaire 'Pais Errante' d'Alice Tabard, ex volontaire de PBI en Colombie.

La soirée a eu lieu dans les locaux du Simplon.co à Montreuil et accueilli une soixantaine de personnes!

Le documentaire 'Pais Errante' revient sur les déplacements forcés en Colombie et la lutte des communautés déplacées –souvent par des paramilitaires et le conflit armé– pour retourner sur leurs terres, ou apprendre à vivre loin d'elles.

Le projet Colombie de PBI accompagne sur le terrain ces communautés déplacées. Alice Tabard, la réalisatrice du film et ex volontaire du projet, Sebastian Mejia, le producteur de la société Enlulucha Films à l'origine de ce documentaire, ainsi que Pauline Liss, revenue d'Uraba il y a peu, où elle était également volontaire de PBI, étaient tous trois présents pour répondre aux questions des spectateurs sur le film, les déplacements forcés, l'actualité des droits humains en Colombie, mais aussi les activités de PBI dans ce pays. Merci à tous ceux qui étaient présents!

Prochains rendez-vous de PBI France

* **Journée d'initiation de PBI**, samedi 27 septembre ou samedi 4 octobre (date à confirmer), à Paris

Cette journée vise à accueillir et orienter les personnes intéressées par la non-violence, la prise de décision au consensus, l'accompagnement international, et la protection des droits de l'Homme. Elle est ouverte à toute personne intéressée par ces thématiques que vous souhaitez ou non vous engager comme bénévole ou volontaire au sein de PBI.

- Présentation des principes régissant l'action de PBI
- Exercices et mises en situation sur les notions de non-violence, consensus et prise de décision en groupe
- Rencontre avec une ex-volontaire du Projet Colombie
- Présentation des actions de PBI en France et modes d'investissement bénévole

Une contribution de 10 euros est demandée pour participation aux frais de location de la salle. Merci d'envoyer vos coordonnées à pbi.france@free.fr si vous souhaitez participer.

* **Week-end de formation à l'Intervention civile de paix (ICP)**, les samedi 13 et dimanche 14 décembre, à Paris

- Initiation à l'intervention civile de paix: principes, valeurs, enjeux
 - Mises en situation et jeux de rôle
 - Rencontre avec un ancien volontaire sur le terrain
 - Modes d'investissement
- Plus d'informations à venir.

Pour plus d'informations sur nos activités, journées de formation, publications, et sur l'actualité des pays et projets, consultez notre site web, régulièrement mis à jour: www.pbi-france.org